

EDITORIAL



Par
Jean-Marc Paous
Secrétaire fédéral
à la Culture et à la Laïcité

Laïcité : pour une mobilisation générale

La ligue de l'Enseignement (1) vient de lancer un appel via une pétition qui circule sur internet, afin de mobiliser les consciences sur les dangers que fait courir le grossier diabolotin qui sert de président à une République française de plus en plus en danger, au moins de laïcité.

Nul n'ignore les phrases des discours sarkoziens martelées à Rome ou seul le curé, le rabbin, l'imam et le pasteur seraient plus compétents que les instituteurs dans la transmission et dans l'apprentissage des différences entre le bien et le mal... Et ses récides quasi mensuelles à Ryad, à Paris... La dernière en date étant la félicitation publique de l'ordination de quatre diacres intégristes... Mais jusqu'où ira ce Tartuffe ?

A n'en pas douter, vers une réforme de la loi de 1905 qui se prépare dans l'ombre, mais pour quels enjeux ? Pourtant la République n'a pas besoin d'un prophète tricolore souligne Laurent Joffrin dans Libération. Il est vrai que pour Sarko, ce n'est pas un problème. Lui qui nous surprend tous les jours, par son zèle de dévouement républicain qui englobe pêle-mêle, au mépris de toutes les règles religieuses, un divorce et un remariage express, une augmentation fararissime de son salaire, quand tout le monde se serre la ceinture, et cerise sur la gâteau, utilise l'insulte publique comme devoir de réserve. Amis enseignants des écoles publiques, attention vous n'allez pas tarder à être accusés de ne pas savoir enseigner la politesse !

Notre président voudrait placer «le religieux comme source d'apaisement de la société», analyse le sociologue Marc Andrault. Soit ! Mais vue la méthode employée, celle du pompier pyromane, bonjour l'apaisement ! Plus sérieusement est ce le rôle encore une fois du Président de la République d'allumer ce genre de feux ? Mais le plus inquiétant, c'est que son entourage ne semble pas s'indigner. Il est attaqué, il se défend, disent-ils c'est normal... Et si cela se fait au dépend du quidam à qui, on n'a même pas à demander la permission de taper sur l'épaule, ce n'est pas grave !

Quel rapport avec la laïcité vous demandez vous ? Et bien c'est pareil il faut qu'elle se casse, pense tout fort Nicolas 1^{er}, roi des tradis, au mépris de toutes les règles, y compris celle de l'élémentaire politesse qui fonde pour tant le respect, valeur centrale du vivre ensemble ! On a mis 2000 ans, pour renvoyer le religieux dans la sphère privée, ce n'est pas pour qu'il revienne au grand galop dans la vie publique, surtout porté par un roi fou et la frange la plus intégriste de la religion catholique ! Pour sauver la laïcité, la mobilisation générale est déclarée. Nous en sommes !

(1) www.appel-laïque.com

Elections 2008

Les enjeux pour la Gauche

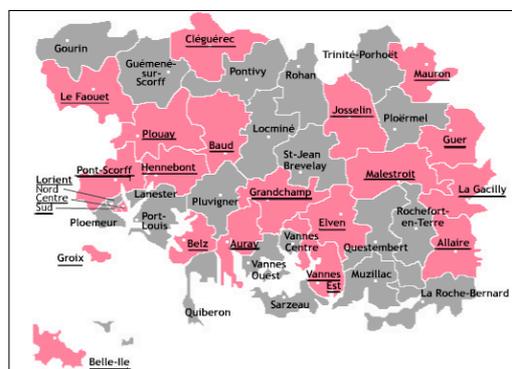
Les enjeux des élections des 9 et 16 mars sont avant tout locaux : projets politiques portés au Conseil général et dans les municipalités, et rapports de force politiques Gauche-Droite... Elles représentent également une opportunité pour les Français d'adresser un avertissement en direction du gouvernement et de la politique menée par le Président de la République.

21 cantons renouvelables : 7 nouveaux sièges à conquérir

A l'échelon départemental, de réelles perspectives de progression sont à envisager, qui nous conduisent progressivement vers la barre des 22 conseillers généraux de Gauche qui permettrait de faire basculer la majorité. Plusieurs conseillers sortants ne se représentant pas, les électeurs se retrouvent dès lors face une offre politique nouvelle qui peut révéler des surprises, notamment dans les cantons où l'on assiste aussi à un renouvellement générationnel des candidats. L'accord départemental passé pour la première fois dès le premier tour avec les partenaires PCF, Verts UDB et PRG devrait également permettre de réaliser de bons résultats et placer plusieurs candidats de Gauche en tête dès le 9 mars.

261 communes qui ne reflètent pas le clivage Gauche-Droite dans le Morbihan

Sur 261 communes, environ 80 sont dirigées par des maires et des équipes plutôt à Gauche. Parmi ces 80 maires, 25 sont adhérents au Parti socialiste et



Les 21 cantons renouvelables en 2008 (noms soulignés sur la carte).

représentent plus de 30 % de la population morbihannaise. Ces chiffres ne sont pas représentatifs des scores de la Gauche aux régionales de 2004 et aux présidentielles et législatives de 2007 : on peut donc espérer une progression en adéquation avec une sociologie électorale en évolution...

Des axes structurants pour la Gauche

Développement durable et solidaire, questions sociales, emploi et développement économique, environnement, allon-

gement de la vie, régulation des prix du foncier, transports, équilibre des territoires... Les enjeux de ces élections sont majeurs et demeurent des éléments structurants du clivage Gauche-Droite, contrairement à ce qu'affirment certains discours qui souhaitent faire disparaître la politique des enjeux locaux... Le résultat de ces élections déterminera la mise en place, par la Gauche, de politiques locales plus ambitieuses, innovantes, durables et solitaires, et en cohérence avec l'action de la Région Bretagne.

Plus d'infos sur les campagnes en consultant les portails "Municipales" et "Cantoniales"

sur le site de la Fédération :

www.ps56.fr

Municipales

- les listes d'ouverture menées par des socialistes ou sur lesquelles figurent des socialistes
- les adresses des blogs et sites internet des candidats

Cantoniales

- la liste des candidats du PS et soutenus par le PS
- les liens vers les sites et blogs des candidats
- Des documents à télécharger :

le projet départemental, les 4 pages et professions de foi des candidats...

Cantonales : la liste définitive des candidats soutenus par le Parti socialiste

Allaire

Jean Rocheteau (DVG)
Françoise Baron (DVG)

Auray

Michel Le Scouarnec (PCF)
Marie-Annick Guitton (PS)

Baud

Jean-Paul Bertho (PS)
Maryline Doré (DVG)

Belle-Île / Le Palais

Yves Brien (DVG)
Harriet Thomas

Belz

Anne-Marie Boudou (Verts)
Jacky Le Mignant (PS)

Cléguérec

Serge Moëlo (PS)
Murielle Le Douaron (PCF)

Elven

Joël Labbé (DVG)
Elodie Le Rohellec (DVG)

Grand-Champ

Vincent Calvez (PS)
Emmanuelle Le Roch (PS)

Groix

Marine Tonnerre (PS)
Yann Boterf (PCF)

Guer

Jean-Marie Chadouteau (PS)
Tiphaine Bibard (DVG)

Hennebont

Gwennaëlle Cohic (PS)
Eric Froger (PS)

Josselin

Annick Guérin (PCF)
Jean-Pierre Séné (PS)

Le Faouët

Pierre Pouliquen (PS)
Ghislaine Langlet (PCF)

Lorient-Centre

Norbert Métaireie (PS)
Dominique Cany (DVG)

Lorient-Sud

Yves Lenormand (PS)
Marie-Christine Detraz (PS)

Mauron

Charler-Edouard Fichet (PS)
Renée Delalande-Bourdeau (PS)

Plouay

Richard Gironnay (UDB)
Catherine Le Pajolec (PS)

Quéven

Jean-Yves Laurent (PS)
Gaëlle Le Floch (PS)

Vannes-Est

Hervé Pellois (PS)
Elisabeth Chevalier (PS)

ELECTIONS CANTONALES

Enjeux des élections cantonales 2008

Entretien avec Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche

Quel bilan du groupe de Gauche au Conseil général, quels enjeux pour ces élections 2008, quelles perspectives de progression à gauche, voire de basculement de la majorité départementale ?...

A quinze jours du premier tour des cantonales, nous avons demandé à Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche au Conseil général depuis 2001, de répondre à ces interrogations...



Quel bilan dresses-tu du travail du groupe de Gauche et de la dernière mandature ?

Le groupe de Gauche a exprimé, tout au long de ces dernières années, la volonté d'un travail constructif et nous avons même été, à plusieurs occasions, le pourvoyeur d'idées du Conseil général. Malheureusement, la tendance à reconduire perpétuellement une politique vieille de plusieurs années demeure trop souvent la règle.

Cependant, on peut reconnaître que l'arrivée de Jo Kerguérès à la présidence du CG en 2004 a permis d'instaurer une relation plus normalisée entre l'actuelle majorité départementale et l'opposition. Mais d'une manière générale, à Droite, il n'y a pas la même vision de la concertation qu'à Gauche : réunir simplement autour d'une table quelques interlocuteurs restreints concernés par une politique n'est pas suffisant. Il ne suffit pas de faire simplement de l'écoute, mais il faut construire les projets ensemble. On peut citer à ce titre le plan déchets, le plan gérontologique, les plans handicap ou petite enfance pour lesquels la concertation n'a pas été suffisamment aboutie. Les associations notamment n'ont eu que peu de possibilité de se faire entendre ou d'avoir des réponses à leurs questions.

A force de croiser le fer avec le groupe de Gauche, le Conseil général commence timidement à parler de développement durable depuis 2005 ou de politique énergétique... On avance mais la prise de conscience est lente et souvent décalée par rapport aux Conseils généraux de gauche qui nous entourent.

Quels sont les enjeux politiques de ce scrutin de 2008 ?

Tout d'abord, il faut le resituer dans le contexte national. L'ensemble des Français vivent une situation préoccupante liée à leur pouvoir d'achat, la sécurité de l'emploi... On sent, durant cette campagne, que la confiance vis à vis du gouvernement est fortement remise en cause. Par ailleurs, les collectivités territoriales - et en particulier les Départements - assument de plus en plus les déficiences de l'Etat,

notamment dans le domaine social. Face à ces problématiques, la Gauche a choisi de travailler de manière rassemblée sur une base commune, à travers la formulation d'un véritable projet départemental. Sa première priorité concerne les solidarités à travers les politiques sociales, le logement, l'éducation... Ce qui frappe, au contraire, lorsqu'on regarde les documents de campagne des opposants de Droite, c'est l'absence de projet : aucune ambition pour le département ne se dégage de leurs propositions. On continue de faire comme on a toujours fait, au coup par coup. Il est temps d'en finir avec cette manière de fonctionner. Seule une majorité de gauche pourra dépeussier cet édifice.

Il y a toujours, en particulier en période de campagne, un travail de pédagogie à mener auprès des citoyens pour expliquer le rôle du Département et la place des Conseillers généraux ?...

En effet, d'autant que la deuxième vague de décentralisation en 2004 n'a pas amélioré la transparence des compétences, et la vie politique apparaît de plus en plus complexe pour les gens. Il faut redonner du sens aux politiques menées : le Conseil général a une action très forte dans certains domaines comme le social ou l'éducation sur

lesquels il faut se recentrer et développer une grande volonté d'initiatives. Il faut se concerter avec les autres collectivités sur le développement économique par exemple.

Quelles sont les perspectives de progression à Gauche, lors de ce scrutin ?

Sur les 21 cantons renouvelables, 7 sont tenus par la Gauche. Il nous faut bien sûr les conserver, mais également en gagner 7 pour faire basculer la majorité départementale. Les perspectives de victoire sont réelles sur de nombreux cantons : Allaire, Auray, Baud, Belz, Cléguérec, Grand-Champ, Groix, Malestroit, Mauron, La Gacilly, Le Faouët, Pont-Scorff... pour n'en citer que quelques-uns.

On observe à chaque scrutin une progression régulière des sièges de Gauche... De 5 il y a une quinzaine d'années, nous sommes aujourd'hui à 15... Nos espoirs sont réels et nous devons impérativement nous mettre en position de vainqueurs potentiels. Tout est possible : le basculement à Gauche de cantons comme Ploërmel ou Rochefort-en-Terre en 2004 nous a ouvert de nouvelles perspectives qu'on n'avait pas il y a encore peu de temps... et la politique nationale nous aide à nourrir de sérieux espoirs.

Propos recueillis par Tugdual Gauter

Principes et priorités du projet départemental

3 principes

"Pour un Morbihan innovant et solidaire"

- Le développement durable et solidaire
- L'égalité, attractivité et solidarités

- Une démocratie locale concertée, évaluée et assise sur les Pays

7 priorités adossées à ces principes

- Des solidarités renforcées et des politiques sociales innovantes
 - Un territoire équilibré
 - Une attractivité économique au service de l'emploi
 - Pour un dynamisme éducatif et culturel renouvelé
 - Répondre à l'urgence écologique
- Un Département inscrit dans une stratégie européenne et mondiale
- Des politiques concertées, mises en oeuvre et évaluées avec les citoyens

Retrouvez la synthèse du projet départemental et téléchargez le texte intégral sur www.ps56.fr

Budget 2008 Des collectivités locales sacrifiées

Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2008 au Sénat, les sénateurs socialistes ont dénoncé une nouvelle fois la politique de désengagement de l'Etat au détriment des collectivités territoriales. Tout le monde aujourd'hui s'accorde sur le constat de surchauffe des finances locales, qui, si cette situation persiste, mènera à bref délai à l'asphyxie des collectivités territoriales.



Point majeur de la politique menée par le gouvernement : la **suppression du contrat de croissance et de solidarité et l'instauration du**

contrat de stabilité. Mis en place en 1999, par le gouvernement de Lionel Jospin, ce contrat était indexé sur le taux de l'inflation majoré de 33 % de l'évolution du Produit Intérieur Brut. Il s'agissait d'une juste reconnaissance de leur rôle primordial dans l'économie de notre pays, puisque les **collectivités locales participent, encore aujourd'hui, à plus de 72% aux investissements publics civils et leur endettement reste limité à 8% de la dette totale du pays.** Le nouveau contrat de stabilité sera désormais indexé sur la seule inflation. L'instauration du contrat de stabilité et la **perte de près de 400 millions d'euros pour les collectivités territoriales** ne leur permettront nullement, de faire face aux lourdes charges qui pèsent sur leurs budgets. Dans le même esprit, le gouvernement a réintroduit lors de la seconde délibération et sans aucun débat un

article visant à doubler les cotisations des collectivités territoriales au fonds national d'aide au logement alors que les socialistes avaient fait adopter un amendement de suppression

La **dotation de solidarité urbaine (DSU)** a également subi les foudres du gouvernement puisqu'elle connaîtra, **pour 2008, une perte de près de 30 millions d'euros.** La droite parlementaire, bien mal à l'aise, n'a en rien amélioré la situation puisqu'elle a abaissé le taux de garantie de 5% à 1,6%, ce qui entraînera la perte de milliers d'euros de DSU pour de nombreuses communes. La droite démontre à nouveau son désintérêt le plus total pour tous les mécanismes favorables à une meilleure péréquation au profit des collectivités les plus défavorisées. **Les dotations aux collectivités territoriales et notamment aux communes sont devenues la variable d'ajustement du budget de l'Etat.** Jamais les idées "d'aménagement du territoire" et de "décentralisation" n'auront été aussi absentes du débat politique.

Les sénateurs socialistes se sont ardemment opposés à cette politique dangereuse pour l'avenir de nos communes. Les amendements visant à

améliorer la réforme de la taxe professionnelle intervenue en 2006, en soulageant les collectivités de la charge importante du ticket modérateur, ont été élaborés et présentés mais ils ont tous été rejetés tant par le gouvernement que par la droite sénatoriale. Nous avons profité de cette occasion pour rappeler, que cette réforme a coûté, en 2007, plus de 670 millions d'euros aux collectivités, en perte de recettes fiscales (20 millions d'euros pour les communes, 100 millions d'euros pour leurs groupements, 275 millions d'euros pour les départements et 275 millions d'euros pour les régions). **Nous sommes aussi intervenus pour une meilleure prise en compte des charges transférées aux régions et aux départements,** dans le calcul des compensations financières. Les sénateurs socialistes ont donc pleinement rempli leur rôle de représentants des collectivités territoriales et continueront à défendre leurs besoins, qui sont avant tout ceux des Français.

Odette Herviaux
Sénatrice du Morbihan
Vice-présidente du
Conseil régional de Bretagne
Maire de la Croix-Helléan



Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Qu'est ce qu'une politique communale de gauche ?

En ces temps de municipales ou l'étiquette socialiste devient souvent une tare qu'il faut cacher au profit de listes dites "associatives", il faut nous rappeler en quoi une commune gouvernée par la gauche peut être différente d'autres communes.

Tout d'abord évitons la guerre des boutons version moderne entre différentes mairies réunies au sein d'une même entité, que ce soit une **communauté d'agglomérations ou de communes**, car la base d'un véritable socialisme municipal c'est avant tout **l'entraide entre communes riches et pauvres**, c'est mettre en oeuvre une véritable péréquation entre territoires.

Mais cela n'est pas tout, il faut penser aux citoyens qu'il faut savoir **consulter** quand cela est utile tout en essayant d'apporter des idées aux débats, quitte, à la fin, à trancher dans un sens. Penser contenter tout le monde est un rêve souvent inaccessible.

Dans le même temps, une politique adaptée aux territoires doit être mise en place en prenant en compte les spécificités de chacun, **en milieu rural** pour garantir l'arri-

vé de nouveaux ménages tout en préservant le milieu naturel, **sur les flees** en évitant une pression foncière trop grande et en favorisant toujours le lien entre le continent et le milieu insulaire, **en milieu urbain** en évitant les villes-musées et en diversifiant l'habitat, évitant ainsi le départ d'habitants fuyant les loyers trop chers... Le fameux **étalement public foncier** mis en place par le Conseil Régional pour aider les communes à acquérir des terrains et donc à développer des projets d'intérêt local voir national ne peut qu'aller dans le bon sens.

Cela passe aussi et avant tout par une **politique de transport volontariste**, prenant en compte des horaires nocturnes, afin que jeunes ou vieux puissent mieux se déplacer dans l'espace urbain ; donnons à ces publics captifs des vrais

moyens de vivre la ville à tout moment de la journée ou de la nuit. Le **spectacle** aussi doit être une priorité pour le sortir des **ghettos culturels** que sont parfois devenus les théâtres, où, par peur d'un milieu vu comme élitiste, la plupart n'y mettront jamais les pieds.

Ce schéma, cette **ville de gauche** ne peut voir le jour que si la question du logement est bien traitée et cela passe, évidemment, par le **respect minimum des 20% de logements sociaux**, qu'il faut non pas concentrer, mais étudier construction par construction, projet immobilier par projet immobilier. C'est à ce prix que l'on peut garantir à une ville si ce n'est son dynamisme économique ou culturel, au moins la vitalité de ses habitants ainsi que de ses associations, points centraux de la vie communale.

Jérémy Gaultier - Vannes

Infos Région : un schéma régional pour l'accessibilité des transports

Pour faciliter l'accès des transports collectifs à tous les types de handicaps, la Région Bretagne engage dès cette année la mise en oeuvre de son schéma directeur régional d'accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Après une large concertation (avec les opérateurs ferroviaires, les usagers, les collectivités organisatrices de transports...), la Bretagne vient d'adopter son schéma directeur régional d'accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées et à mobilité réduite. Comme le prescrit la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, il prend en considération toutes les natures de handicap (sensoriel, moteur, cognitif et psychique) et tous les types de mobilité réduite (personnes âgées, enfants, gêne ponctuelle ou permanente dans ses déplacements...) : un fil rouge pour mener à bien l'adaptation des services régionaux de transports d'ici 2015. La mise en oeuvre s'engage dès cette année. Elle portera à la fois sur des améliorations d'infrastructures (rénovation des haltes et gares TER déjà en cours, équipement en ascenseurs pour les souterrains et passerelles, adaptation des trains) et sur les services d'aides à la personne (assistance des usagers en fauteuil roulant, par exemple).

Source - pour en savoir plus : www.region-bretagne.fr

Les scrutins des 9 et 16 mars en pratique

Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Pour faciliter l'exercice du droit de vote, **les préfets pourront avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de fermeture** du scrutin dans certaines communes.

Pour ceux ne pouvant être présents les jours du scrutin, **le vote par procuration** permet de se faire représenter par un électeur de son choix (**inscrit dans la même commune et n'ayant pas reçu plus d'une procuration** sauf si celle-ci a été établie à l'étranger).

Le candidat peut désigner des délégués chargés de le représenter dans chaque bureau de vote. Pour cela, un mandat doit être déposé à la Mairie concernée, au plus tard le vendredi précédant le scrutin...

Toutes les infos pratiques sur : www.interieur.gouv.fr

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 29 février - Lorient
Municipales - réunion à Kervaric

Lundi 3 mars - Baud
Cantonales - réunion avec Jean-Paul Bertho

Samedi 8 mars - Lorient
Municipales - distribution sur les marchés

Mercredi 5 mars - Lorient
Municipales - meeting de campagne

Actualité

Le feu couve

Si l'on s'en rapporte à l'histoire de France, bon nombre de révolutions sont nées de la hausse des prix du pain et des produits de première nécessité. La période que nous traversons avec des hausses de prix inqualifiables et des niveaux de salaires indigents porte-t-elle en germe des conflits qui pourraient dégénérer sur des violences généralisées à l'ensemble du territoire, comme celles que nous avons connues dans certaines banlieues ?

Nul d'entre nous n'a la réponse, mais il faut toujours se souvenir du passé et savoir écouter les citoyens quand ils contestent, avec juste raison, l'ordre établi. Le Président et le gouvernement semblent en être convaincus quand on constate leurs réactions indignées après la publication de l'enquête que publie *60 millions de consommateurs*.

Il est vrai que, pour un Président qui avait fait du pouvoir d'achat l'objectif numéro 1 de sa politique, cela fait un peu désordre. Là où le bât blesse, c'est qu'au-delà de cette noble indignation, les marges de manœuvre du gouvernement sont extrêmement limitées, car il existe dans notre pays la liberté des prix et on ne voit pas ce qui pourrait empêcher les grandes enseignes de la distribution de pratiquer les tarifs qu'elles veulent. Des citoyens avertis verraient plutôt dans cette indignation sélective la proximité des élections municipales et les risques pour les listes de la majorité de se trouver sanctionnées par des électeurs de plus en plus frappés au porte monnaie.

Il faut reconnaître que cette enquête arrive au plus mauvais moment car elle illustre ce que pensent, depuis longtemps, de nombreux consommateurs qui font leurs courses chaque semaine et qui contestent de plus en plus parallèlement leur niveau de rémunération.

L'empressement du gouvernement à se saisir du dossier est à cet égard significatif de l'état de la majorité qui s'inquiète de plus en plus pour son avenir politique. Le problème est qu'il illustre un discours d'impuissance après celui volontariste et incantatoire de la campagne présidentielle. Compte tenu de cette situation, on pourrait croire que Nicolas Sarkozy prendrait à bras le corps le problème pour trouver des solutions efficaces pour améliorer le pouvoir d'achat de nos concitoyens, mais là encore il préfère papillonner et se montrer chaque jour dans les médias pour faire diversion, en abondant de plus en plus de sujets brûlants qui indisposent les Français. Il n'en faut pas plus pour chuter gravement dans tous les sondages.

Le Cormoran

HISTOIRE & MÉMOIRE

Projet histoire : plusieurs publications sur le socialisme dans le Morbihan

Quelques propositions de lectures sur l'implantation socialiste dans le Morbihan, par François Prigent - Doctorant en Histoire à l'Université de Rennes 2.

“Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007)”, in *Atala*, n°11, mars 2008.

Résumé de l'article

Entre ouverture et exclusion, la configuration de l'implantation féminine oscille tout au long du premier siècle du Parti socialiste dans le Morbihan (1907-2007). La question “femmes” se pose à plusieurs moments et selon des modalités diverses, sans pour autant modifier les profils minoritaires de ces militantes. Avant d'obtenir le droit de voter en 1944, les femmes, en partie écartées par les matrices de recrutement et les modes d'organisation militants, sont localement sous-représentées à la SFIO. La précocité et la vigueur des premiers groupes socialistes féminins dans les années 30 n'empêchent pas un blocage des questions de l'égalité du genre dans les espaces partisans dès les années 50, révélé par les analyses au niveau des trajectoires comme des représentations. Ce trend historique de l'infériorisation des femmes socialistes du Morbihan est infléchi par le tournant de la parité, qui impulse la mise en avant de trajectoires féminines, issues de réseaux seconds.

Cet article sera mis en ligne sur le site de la Fédération, à l'occasion de la journée internationale de la femme, le 8 mars prochain.

Dossier “Les réseaux socialistes dans le Morbihan”, in *Recherche Socialiste*, n°42, mars-avril 2008, 9.15 euros (disponible prochainement à la Fédération)

Publication des actes de la journée d'études du 29 septembre 2007 à l'UBS (Lorient), le numéro 42 de la

revue de l'Office Universitaire de Recherche sur le Socialisme (OURS), bientôt disponible, comportera 6 articles plus une introduction sur les réseaux socialistes du Morbihan :

Jacques Girault (Paris XIII, CRESC), “*Joseph Rollo, dirigeant national du Syndicat national des instituteurs (1935-1939)*”. **Gilles Morin** (chercheur associé au CHS du XXe siècle et à l'IHTP), “*L'action parlementaire de L'Hévéder et Le Coutaller*”. **François Prigent** (doctorant Rennes 2, CERHIO), “*Les réseaux seconds en politique. Prosopographie des conseillers généraux socialistes du Morbihan au XXe siècle (1898-2004)*”. **David Bensoussan** (Lycée Chateaubriand, Rennes, CERHIO), “*Les socialistes au regard des droites morbihannaises dans les années trente*”. **Christophe Rivière** (doctorant UBO, CRBC), “*Luttes paysannes et implantation socialiste dans l'arrondissement de Pontivy dans les années 30*”. **Vincent Porhel** (Lyon I-UFM de Lyon, LAHRA), “*La CFDT en terre Cégétiste : représentations croisées autour des forges d'Hennebont (1952-1966)*”.

(OURS, 12 cité Malesherbes 75009 Paris - Tél. 01 45 55 08 60)

Le Maitron, Dictionnaire Biographique Mouvement Ouvrier Mouvement Social, 4e série, (1940-1968), sous la direction de Claude Penneret, Editions de l'Atelier, tome 4, juin 2008.

En charge des militants socialistes, je participe depuis novembre 2007 aux équipes de recherche du *Maitron* qui comporte des fiches biographiques sur l'ensemble des militants en France. J'ai ainsi rédigé pour le tome 4 (Co-F), plusieurs notices concernant des militants socialistes du Morbihan : Alexandre Courric, René Crouvizier,

Léopold Danic, Jean Daniel, Yves Demaine, Louise Derrien, René Dervout et Maurice Ducloux.

Christian Bougeard (sous la direction de), *Un siècle de socialismes en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, mars 2008, 19 euros.



Signalons également la sortie d'une synthèse sur l'histoire des socialistes en Bretagne au 20e siècle, qui comporte plusieurs articles sur la configuration morbihannaise. Outre les articles de Robert Gautier sur les réseaux coopératifs d'Emmanuel Svob, et celui de Christophe Rivière portant spécifiquement sur les ancrages du socialisme dans le département, les textes de Christian Bougeard, Gilles Morin, Fabien Conord, François Prigent, Jacqueline Sainclivier, et Jean-Jacques Monnier éclairent l'histoire complexe des militants socialistes du Morbihan. Il s'agit des actes du colloque qui s'est tenu à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest) en décembre 2005

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr